



DEVELOPMENT COMMITTEE  
(Joint Ministerial Committee  
of the  
Boards of Governors of the Bank and the Fund  
On the  
Transfer of Real Resources to Developing Countries)



DC/2001-0022  
21 août 2001

**TENDANCES RÉCENTES DU TRANSFERT DE RESSOURCES  
AUX PAYS EN DÉVELOPPEMENT**

Veillez trouver ci-joint une note d'information sur les Tendances récentes du transfert de ressources aux pays en développement préparée par les services de la Banque mondiale pour la réunion du 29 septembre 2001 du Comité du développement.

\* \* \*

## **Tendances récentes du transfert de ressources aux pays en développement**

### **Note d'information établie par les services de la Banque mondiale pour la réunion du 1<sup>er</sup> octobre 2001 du Comité du développement**

Au cours du premier semestre, l'environnement économique mondial a été moins favorable au transfert de ressources aux pays en développement que l'année dernière. C'est la première fois en 30 ans que les trois régions industrielles enregistrent simultanément un ralentissement de l'activité économique. Le taux de croissance du commerce mondial s'est fortement contracté aux alentours de 2,5 %, contre 13 % l'année dernière, et les cours des produits de base non pétroliers ont continué de baisser. Sous l'effet combiné du fléchissement de la conjoncture dans les pays industriels, couplé aux perspectives d'évolution défavorable des exportations des pays en développement, et de la crise qui menace plusieurs grandes économies émergentes, les opérateurs se montrent plus frileux à l'égard des investissements dans les pays en développement.

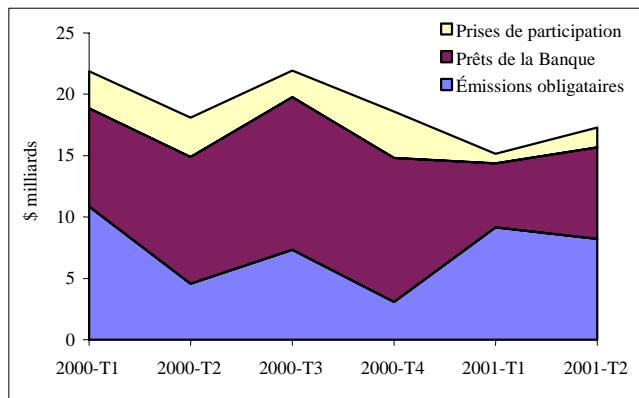
Les apports nets de capitaux aux pays en développement se sont donc probablement ralentis durant la première moitié de 2001, malgré la baisse des taux d'intérêt aux États-Unis et en Europe. Les flux bruts des marchés financiers internationaux vers les pays en développement ont diminué de 20 % durant cette période par rapport au premier semestre de l'année dernière. Les émissions d'obligations des pays en développement ont modérément progressé, alors que les prêts syndiqués bancaires et les prises de participation ont sensiblement diminué. Les chiffres provisoires concernant les flux d'investissements étrangers directs (IED) pour le premier trimestre de 2001 ne traduisent guère de changement par rapport au premier trimestre de l'année dernière.

La présente note retrace l'évolution récente des apports de capitaux internationaux depuis la diffusion de la note établie pour les réunions de printemps (qui s'inspirait de Global Development Finance 2001). Elle rend compte des changements concernant les engagements des marchés financiers internationaux jusqu'au deuxième trimestre, et les IED jusqu'au premier trimestre de cette année. Elle analyse également les données révisées sur les apports d'aide en 2000. Les estimations que nous avons établies en 2000 sur les flux nets à long terme (voir tableaux en annexe) restent pour l'essentiel inchangées, sauf pour ce qui concerne les flux d'IED et les apports d'aide publique. Ces données seront réexaminées durant la préparation du prochain rapport Global Development Finance.

### **Apports de capitaux privés des marchés financiers internationaux**

Les engagements des marchés financiers en faveur des pays en développement durant la première moitié de 2001 ont diminué de 20 % par rapport à l'année dernière sur une période comparable (figure 1). Ce fléchissement s'explique par le ralentissement de l'activité et la frilosité accrue des pays industriels, les difficultés économiques de quelques grands pays en développement et l'atonie de la demande de capitaux extérieurs des pays d'Asie de l'Est et de certains exportateurs de pétrole.

Figure 1: Engagements des marchés financiers en faveur des pays en développement



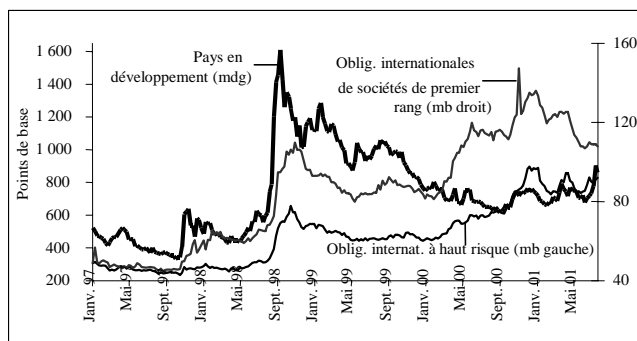
Source : Capital DATA Bondware and Loanware et estimations des services de la Banque mondiale.

Malgré la baisse des taux d'intérêt aux États-Unis et en Europe et le resserrement des marges de taux d'intérêt sur les obligations de sociétés internationales de premier rang durant la première moitié de 2001, les investisseurs se sont montrés moins enclins à investir dans des actifs présentant des risques élevés (figure 2 et tableau 1). Comme les deux tiers des pays en développement dont les obligations sont cotées tombent dans cette catégorie à haut risque, le spread moyen appliqué aux obligations des pays en développement est passé de 735 points de base à la fin de 2000 à 915 points de base à la mi-juillet 2001, ce mouvement s'accompagnant d'une baisse des nouveaux engagements des marchés financiers.

Les apports de fonds des marchés financiers ont également fléchi face à la détérioration de l'environnement macroéconomique et politique de plusieurs grandes économies de marché émergentes. Les spreads pour l'Argentine ont été en moyenne 250 points de base plus élevés qu'en 2000 et ont dépassé les 1 600 points de base à la mi-juillet, un record depuis la crise mexicaine de 1994. De même, les spreads pour la Turquie, qui étaient en moyenne 350 points de base plus élevés qu'en 2000, ont approché les 1 200 points de base à la mi-juillet. Plusieurs autres pays comme l'Équateur, la Russie et le Venezuela ont également vu leurs spreads se détériorer.

La diminution des engagements des marchés financiers dans certains pays d'Asie de l'Est s'explique en partie par la baisse de la demande dont ces ressources font l'objet du fait de la capacité excédentaire qui continue de caractériser ces économies, du fléchissement des taux d'investissement et de l'excédent de la balance des opérations courantes. Les engagements des marchés financiers en faveur des pays exportateurs de pétrole ont également diminué à mesure que les recettes pétrolières de ces derniers augmentaient.

Figure 2 : Évolution de la prime de risque



Source : JP Morgan Chase et Merrill Lynch.

Tableau 1 : Marges de taux d'intérêt

(Points de base)	1998	1999	2000	2001 <sup>a</sup>
<b>Pays en développement</b>	1 123	751	735	862
Amérique latine	941	598	702	949
Autres pays	1 442	1 013	791	696
<b>Obligations internationales</b>				
De premier rang	93	82	136	108
À risque élevé	546	452	881	829
Dans les secteurs liés aux technologies et aux médias <sup>b</sup>	514	372	969	1 091

Note : Les primes sont calculées en fin d'exercice.

<sup>a</sup> Les données pour 2001 courent jusqu'au 20 juillet.

<sup>b</sup> Pour les États-Unis seulement.

Source : JP Morgan Chase, Merrill Lynch et estimations des services de la Banque mondiale.

Durant la première moitié de 2001, les émissions obligataires des pays emprunteurs en développement ont progressé de 10 % par rapport à l'année précédente sur la même période. L'amélioration de leur cote de crédit a aidé certains pays, notamment la Russie, qui a vu se rouvrir les portes du marché obligataire, et une poignée de petits emprunteurs comme la Croatie, le Kazakhstan, la Lituanie et l'Ukraine, qui ont pu faire appel au marché. D'autres emprunteurs, en particulier l'Argentine et la Turquie, ont cependant vu leurs emprunts obligataires diminuer de 77 % et 85 % respectivement par rapport à la moyenne enregistrée en 2000 sur la même période. Certains pays, comme le Brésil, la Colombie, la Croatie, l'Afrique du Sud et l'Uruguay, ont pu émettre des obligations sur les marchés européen et japonais, en particulier au moment (janvier, mars et mai) où les investisseurs se montraient frileux sur le marché des États-Unis.

Les engagements de prêts bancaires syndiqués — traditionnellement destinés aux entreprises non cotées ou moins bien cotées des pays en développement — ont diminué de 45 % au cours du premier semestre 2000. D'après la Réserve fédérale des États-Unis, les banques commerciales, après avoir essuyé des pertes sur leurs prêts aux activités se rapportant aux télécommunications et aux technologies de l'information, ont décidé de faire preuve d'une rigueur inédite depuis la récession de 1990-91 dans l'application de leurs normes de prêt. Les engagements de prêts bancaires aux pays d'Asie de l'Est ont continué de baisser durant le premier semestre de 2001 par rapport au niveau déjà bas enregistré l'année précédente, et les engagements en faveur des pays exportateurs de pétrole ont reculé de 35 % par rapport à l'année précédente sur la même période.

Les prises de participation étrangères des pays en développement ont chuté de 62 % durant le premier semestre 2001 par rapport à l'année précédente sur la même période. Les marchés des actions des pays émergents, en particulier s'agissant d'investissements à haut risque dans les secteurs des technologies de l'information et de la communication (TIC), ont continué de refléter la tendance à la baisse et l'instabilité des marchés des capitaux des pays industriels. Ainsi, l'indice Standard & Poors/International Finance Corporation Investable (S&P/IFCI), qui applique un coefficient de pondération d'un tiers aux secteurs des TIC, a accusé un repli de 22 % durant le premier semestre 2001, faisant pendant à la baisse de 42 % du NASDAQ. Malgré la

tenue relativement satisfaisante des marchés des actions en Chine et en Corée du Sud<sup>1</sup>, qui ont représenté près de 60 % des prises de participation des pays en développement, les investissements des autres pays sont restés faibles.

L'effet de contagion de l'Argentine et de la Turquie sur les grands pays emprunteurs émergents s'est fait sensiblement plus virulent en juillet 2001. Comparée au premier et au deuxième trimestres, la corrélation entre les marges d'intérêt appliquées à certains pays (faisant partie de l'indice mondial EMBI) et celles appliquées à l'Argentine est devenue nettement plus forte en juillet 2001 (tableau 2). Qui plus est, le niveau exceptionnellement élevé de la fourchette dans laquelle se situent ces coefficients de corrélation et son caractère étonnamment étroit indiquent que les investisseurs n'établissent guère de distinction entre les pays affichant une bonne cote de crédit et ceux qui présentent des risques élevés<sup>2</sup>.

Tableau 2 : Corrélation entre les spreads de certains pays et ceux de l'Argentine

	2001-T1	2001-T2	2001-juill.
Brésil	0,93	0,69	0,94
Chili	-0,28	-0,01	0,85
Colombie	-0,35	0,24	0,90
Mexique	0,72	0,28	0,92
Philippines	-0,16	0,25	0,92
Pologne	0,19	-0,19	0,88
Russie	0,54	0,28	0,92
Turquie	0,77	0,03	0,91
Venezuela	0,35	0,36	0,93

Source : Base de données EMBI de JPMorgan Chase

### Investissement étranger direct

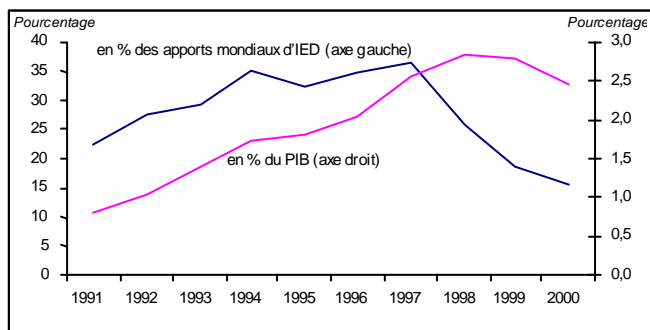
Les données relatives aux apports d'IED aux pays en développement ont été revues en baisse depuis le dernier Global Development Finance 2001. En repli de 6 % pour représenter USD 172 milliards d'après les estimations, la part des apports mondiaux d'IED allant aux pays en développement est tombée à 15 % en 2000, soit un niveau de plus de moitié inférieur au chiffre record de 37 % qu'elle avait atteint en 1997 (figure 3). On observe la diminution sensible des flux d'IED vers l'Asie de l'Est (avec le ralentissement des acquisitions transfrontières par des investisseurs étrangers) et vers l'Amérique latine (plusieurs grands projets de privatisation ayant abouti en 1999). Ce double ralentissement masque en partie la progression sensible des flux d'IED vers les pays d'Europe de l'Est en 2000<sup>3</sup>.

<sup>1</sup> Les titres participatifs émis par la Corée du Sud sont principalement à mettre au compte de la mobilisation massive de fonds propres (USD 2,2 milliards) opérée par la société coréenne des télécommunications (Korea Telecom Corporation).

<sup>2</sup> On observe un phénomène de corrélation similaire entre les spreads de ces pays et ceux de la Turquie durant la période allant de janvier à juillet 2001.

<sup>3</sup> La privatisation de la société Slovenske telekomunikacie en République slovaque et celle de la société Telekomunikacja Polska (TPSA) en Pologne ont permis de mobiliser USD 1 milliard et USD 3,2 milliards respectivement.

Figure 3 : Apports d'IED aux pays en développement



Source : Système de notification de la dette et estimations des services de la Banque mondiale

Les chiffres provisoires montrent que les apports d'IED aux principaux pays bénéficiaires sont restés pratiquement inchangés au cours du premier trimestre 2001 par rapport à l'année précédente sur la même période (tableau 3). Une privatisation de large envergure n'est guère envisageable en Amérique latine cette année, mais des acquisitions importantes dans le secteur privé pourraient de nouveau faire affluer les IED vers certains pays<sup>4</sup>.

Tableau 3 : Flux d'APD vers les principaux pays bénéficiaires (USD milliards)

	2000				2001
	T1	T2	T3	T4	T1
Chine	7,1	10,1	8,9	14,7	8,0
Brésil	7,0	6,4	9,2	10,1	4,7
Mexique	3,3	3,9	2,5	3,5	3,6
Argentine	2,3	1,8	6,1	1,0	1,4
Pologne	1,6	1,2	0,9	5,7	1,4
Corée	1,4	3,2	1,8	2,3	0,8
Chili	0,5	1,1	0,9	1,1	2,5
République tchèque	1,1	1,2	1,0	1,3	0,9
Venezuela	0,8	1,9	0,5	0,9	0,6
Thaïlande	0,7	0,7	0,8	0,8	0,4
Inde	0,7	0,7	0,5	0,7	0,7
Russie	0,5	0,5	0,7	1,1	0,4
Hongrie	0,3	0,7	0,5	0,4	0,9
Pérou	0,1	0,3	0,05	0,1	0,03
Total	27,4	33,7	34,4	43,7	26,3

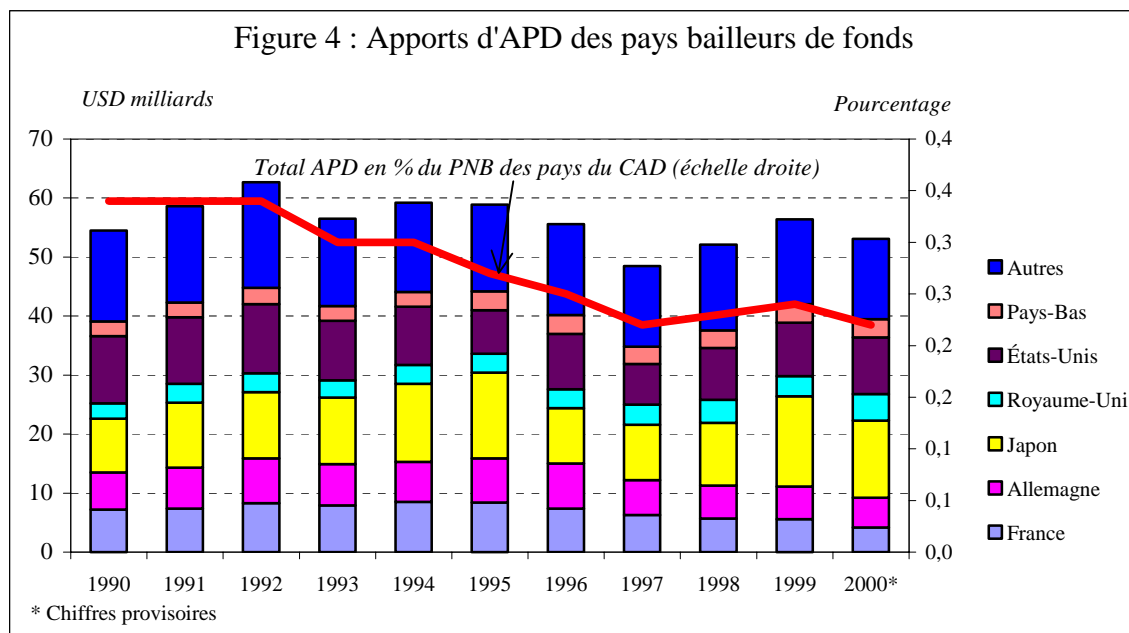
Source : Statistiques financières internationales du FMI et banques centrales

### Aide publique au développement

Si l'on en croit les données provisoires de l'OCDE, les apports d'aide publique au développement (APD) des bailleurs de fonds, qui représentaient USD 56,4 milliards en 1999, sont tombés à USD 53,1 milliards en 2000. Deux facteurs expliquent que la tendance à la hausse des flux d'APD observée depuis 1998 se soit inversée : dix pays affichant un revenu par habitant relativement élevé ont en effet été rayés de la liste des pays bénéficiant de ces apports le

<sup>4</sup> Citons par exemple l'acquisition du groupe financier mexicain Banamex-Accival par Citigroup pour un montant de USD 12,5 milliards.

1<sup>er</sup> janvier 2000<sup>5</sup> ; et l'aide fournie par le Japon a représenté USD 2,3 milliards de moins en 2000 qu'en 1999, année durant laquelle le Japon a versé des contributions exceptionnelles à la Banque asiatique de développement dans la foulée de la crise financière asiatique.



Source : OCDE, avril 2001

Le décalage entre les apports d'APD des pays membres du G-7 et ceux des pays non membres, en pourcentage du PNB, s'est confirmé en 2000. L'APD fournie au total par les pays du G-7 a diminué de 4,8 % en valeur réelle, alors que celle en provenance des pays non membres du G-7 s'est accrue de 8,3 % en valeur réelle. Le fléchissement des apports d'aide du Japon et de la France, par suite du retrait de la Polynésie française et de la Nouvelle-Calédonie de la liste des bénéficiaires, couplé à la diminution de l'aide fournie par l'Italie, en raison du calendrier de versement des contributions aux institutions multilatérales, a contrebalancé l'accroissement des flux d'APD en provenance du Royaume-Uni, de l'Allemagne et des États-Unis.

Quinze des 22 pays membres du CAD font état d'une augmentation des apports d'APD en 2000. Le Danemark a établi un record en affectant 1,06 % de son PNB au financement de l'APD, le Luxembourg atteignant pour sa part pour la première fois l'objectif de 0,7 % du PNB fixé par les Nations Unies. Les flux d'aide en provenance du Royaume-Uni ont progressé de 35,6 % en valeur réelle. Parmi les autres pays dont les apports d'aide ont sensiblement augmenté, citons la Belgique (21,7 %), la Grèce (28,7 %), les Pays-Bas (10 %) et la Suède (22,3 %).

Il y a peu de chances que les flux d'APD augmentent en 2001 compte tenu du ralentissement de l'activité économique des principaux pays bailleurs de fonds, où la volonté de stimuler la production intérieure pourrait inciter à réduire les budgets d'aide.

<sup>5</sup> Antilles néerlandaises, Aruba, Corée, Gibraltar, Îles Mariannes septentrionales et Îles Vierges, Libye, Macao, Nouvelle-Calédonie, Polynésie française. Ces changements pris en compte, les apports d'APD ont baissé de 0,2 % en valeur réelle en 2000.

Les pays en développement ont déclaré avoir bénéficié d'un volume d'aide (compte non tenu des dons au titre de l'assistance technique) de USD 39,5 milliards en 2000 contre USD 40,3 milliards en 1999. Déflatés par l'indice mondial des prix à l'importation, les financements concessionnels nets<sup>6</sup> ont accusé un tassement de 5,7 % en valeur réelle en 2000 (voir tableau en annexe) par rapport à leur niveau de 1999 et, en fait, un recul de plus 22 % par rapport à leur niveau de 1991. Bien que les flux d'aide à destination de l'Europe et de l'Asie centrale aient augmenté, d'autres régions, plus particulièrement l'Asie de l'Est, ont vu les flux d'aide en provenance du Japon diminuer. Tel a été le cas en particulier de l'Indonésie, où les turbulences politiques ont freiné le processus de réforme. En Afrique subsaharienne, les troubles civils et le retard pris dans l'application des réformes ont ralenti les flux d'aide en valeur nette vers la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Kenya, le Niger et le Togo, alors même que d'autres pays (comme l'Ouganda, la Tanzanie et la Zambie) menant de bonnes politiques ont vu leurs apports d'aide augmenter en valeur nette. Au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, le maintien de l'aide destinée à financer les activités de maintien de la paix a été plus que masqué par le tarissement des flux vers les pays à revenu intermédiaire de la région, notamment l'Algérie et l'Égypte. La diminution de l'aide à l'Asie du Sud est à mettre au compte de la réduction des apports d'aide au Pakistan. En revanche, on constate un net accroissement des flux reçus par l'Europe et l'Asie centrale dans le cadre de l'aide d'urgence et des opérations de maintien de la paix dans les Balkans et au titre du soutien fourni à la Hongrie, à la Pologne, à la République slovaque et à la République tchèque pour les aider à devenir membres de l'Union européenne.

---

<sup>6</sup> Cette estimation des apports d'aide (fondée sur les rapports des bénéficiaires) diffère sensiblement de l'estimation des flux d'APD indiquée plus haut (fondée sur les rapports des bailleurs de fonds), en grande partie parce qu'elle ne tient pas compte des dons au titre de l'assistance technique, qui ont totalisé environ 17,1 milliards de dollars en 2000 au profit des pays en développement pris dans leur ensemble. Cet écart s'explique également par le temps qui s'écoule entre le versement par les bailleurs de fonds de leurs contributions aux organisations multilatérales et la réception par les bénéficiaires des décaissements de ces institutions.



## Annexe

### Appports nets globaux de ressources à long terme aux pays en développement (USD milliards)

	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000
<i>En prix constants 2000</i>																
Financement public du développement	48.3	51.9	47.7	44.2	44.7	56.4	62.5	55.9	54.6	48.5	51.1	29.6	41.1	56.0	47.0	36.5
Flux concessionnels	34.1	36.8	38.5	37.5	37.0	44.2	50.8	45.9	42.5	48.6	42.9	36.8	34.2	39.4	41.9	39.5
Dons publics <sup>1</sup>	17.9	20.1	19.5	20.1	20.8	28.5	36.0	30.2	28.9	33.1	30.3	26.1	25.1	28.0	30.0	28.7
Prêts concessionnels publics	16.3	16.7	19.0	17.4	16.3	15.7	14.8	15.7	13.7	15.6	12.5	10.8	9.1	11.4	11.8	10.8
Prêts non concessionnels publics	14.1	15.0	9.2	6.8	7.7	12.1	11.7	10.0	12.1	-0.1	8.3	-7.2	6.8	16.6	5.2	-3.0
Flux privés	41.5	29.7	28.8	43.1	41.6	44.1	63.7	98.2	170.1	177.6	191.4	259.3	289.0	288.1	224.6	250.9
Prêts privés	27.0	17.0	12.4	20.6	12.9	15.8	19.3	37.7	50.2	51.0	58.5	91.5	93.3	90.2	-0.7	31.3
Investissements étrangers directs <sup>2</sup>	14.3	11.9	15.6	21.3	25.0	24.5	36.7	46.6	67.9	91.0	99.4	122.2	166.7	181.9	189.5	171.7
Prises de participation	0.1	0.8	0.8	1.2	3.7	3.8	7.7	13.9	52.0	35.6	33.5	45.6	29.0	16.0	35.8	47.9
<b>FLUX NETS GLOBAUX</b>	<b>89.7</b>	<b>81.6</b>	<b>76.5</b>	<b>87.4</b>	<b>86.3</b>	<b>100.4</b>	<b>126.2</b>	<b>154.1</b>	<b>224.8</b>	<b>226.1</b>	<b>242.5</b>	<b>288.9</b>	<b>330.0</b>	<b>344.1</b>	<b>271.6</b>	<b>287.4</b>
Pour mémoire :																
Paiements d'intérêts	95.3	85.3	77.4	83.2	78.2	71.2	74.2	67.7	70.0	79.1	93.7	98.6	108.6	122.2	127.4	133.6
Bénéfices sur les IED	15.6	14.4	14.4	14.7	18.5	17.8	16.4	17.9	20.5	25.2	24.6	27.9	30.6	36.1	41.6	50.2
Dons privés	3.8	4.2	4.7	4.7	4.3	5.2	5.5	5.9	6.0	6.1	5.6	5.2	5.0	5.7	5.9	5.5
Données connexes :																
Flux nets de ressources du FMI	0.1	-3.4	-6.7	-5.5	-2.6	-1.8	4.7	1.6	1.9	1.6	16.0	0.6	13.9	19.7	-13.1	-10.7
Dons au titre de la coop. technique	10.2	11.5	12.6	13.5	13.2	14.3	16.0	17.5	18.6	17.0	18.6	17.3	15.1	16.6	17.2	17.1
Flux nets de la Banque mondiale	6.8	7.1	5.6	3.2	3.4	5.2	2.7	0.5	3.4	0.2	1.6	1.9	7.0	7.5	5.8	3.3
Flux nets de l'IDA	3.6	3.8	4.4	4.1	3.7	4.1	4.4	4.7	4.6	5.7	4.6	5.3	5.1	4.9	4.7	4.1
<i>En prix courants</i>																
Financement public du développement	36.7	41.0	41.0	40.1	41.4	55.7	60.9	56.5	53.6	48.0	55.1	31.9	42.7	54.6	45.3	36.5
Flux concessionnels	26.0	29.1	33.1	34.0	34.2	43.7	49.5	46.4	41.7	48.1	46.2	39.7	35.6	38.4	40.3	39.5
Dons publics <sup>1</sup>	13.6	15.9	16.8	18.2	19.2	28.2	35.1	30.5	28.3	32.7	32.7	28.1	26.1	27.3	28.9	28.7
Prêts concessionnels publics	12.4	13.2	16.3	15.8	15.0	15.5	14.4	15.9	13.4	15.4	13.5	11.6	9.5	11.1	11.4	10.8
Prêts non concessionnels publics	10.8	11.9	7.9	6.1	7.1	12.0	11.4	10.1	11.9	-0.1	8.9	-7.8	7.1	16.2	5.0	-3.0
Flux privés	31.5	23.5	24.8	39.1	38.5	43.6	62.1	99.3	166.8	175.7	206.3	279.5	300.5	280.9	216.2	250.9
Prêts privés	20.6	13.5	10.7	18.7	11.9	15.7	18.8	38.1	49.2	50.5	63.0	98.7	97.0	87.9	-0.6	31.3
Investissements étrangers directs <sup>2</sup>	10.9	9.4	13.4	19.3	23.2	24.2	35.7	47.1	66.6	90.0	107.2	131.7	173.3	177.4	182.4	171.7
Prises de participation	0.1	0.6	0.7	1.1	3.4	3.7	7.6	14.1	51.0	35.2	36.1	49.2	30.2	15.6	34.5	47.9
<b>FLUX NETS GLOBAUX</b>	<b>68.3</b>	<b>64.5</b>	<b>65.8</b>	<b>79.2</b>	<b>79.9</b>	<b>99.3</b>	<b>123.0</b>	<b>155.8</b>	<b>220.4</b>	<b>223.7</b>	<b>261.4</b>	<b>311.5</b>	<b>343.2</b>	<b>335.5</b>	<b>261.5</b>	<b>287.4</b>
Pour mémoire :																
Paiements d'intérêts	72.5	67.4	66.6	75.4	72.4	70.4	72.3	68.5	68.7	78.2	101.0	106.3	112.9	119.2	122.7	133.6
Bénéfices sur les IED	11.9	11.4	12.4	13.3	17.1	17.6	16.0	18.0	20.1	24.9	26.5	30.0	31.8	35.2	40.0	50.2
Dons privés	2.9	3.3	4.0	4.3	4.0	5.1	5.4	6.0	5.9	6.0	6.0	5.6	5.2	5.6	5.7	5.5
Données connexes :																
Flux nets de ressources du FMI	0.1	-2.7	-5.8	-5.0	-2.4	-1.8	4.6	1.6	1.9	1.6	17.3	0.6	14.5	19.2	-12.6	-10.7
Dons au titre de la coop. technique	7.7	9.1	10.8	12.3	12.2	14.1	15.6	17.7	18.2	16.9	20.0	18.7	15.7	16.2	16.6	17.1
Flux nets de la Banque mondiale	5.2	5.6	4.8	2.9	3.1	5.1	2.6	0.5	3.3	0.2	1.7	2.0	7.3	7.3	5.6	3.3
Flux nets de l'IDA	2.8	3.0	3.8	3.7	3.4	4.1	4.3	4.8	4.5	5.6	4.9	5.7	5.3	4.8	4.5	4.1

Sources : Tableaux de données nationales de *Global Development Finance* et sources citées dans ces tableaux ; Modèle économique global de la Banque mondiale ; Comité d'aide au développement (OCDE), *Geographic Distribution of Flows*.

Note : Les chiffres de 2000 sont des estimations.

1/ Coopération technique non comprise.

2/ Source : FMI.